

Arrangements fiscaux fédéraux-provinciaux—Loi

Actuellement l'Ouest éprouve du ressentiment pour l'Est, mais ce n'est pas tant une question de géographie qu'une question de spécialisation. L'Ouest s'est consacré à l'exploitation de ses richesses naturelles et à l'agriculture alors que l'Est s'est orienté vers la fabrication, ce qui explique un conflit d'intérêts. Chaque fois que nous essayons d'apporter certaines corrections à notre régime fiscal des entreprises, la question des avantages à consentir aux industries primaires et secondaires se pose. La plus récente modification apportée par le ministre des Finances (M. Turner) à la fiscalité des entreprises concernait directement les industries de fabrication et excluait les industries primaires bien que cela n'eût pas été souhaitable. Dans le passé, nos industries extractives ont toujours été les enfants choyés de notre régime fiscal, même si nous avons tiré très peu d'impôts de ces industries. La stratégie industrielle délibérée du gouvernement, si on peut l'appeler ainsi, visait un tel objectif. Il y a eu certaines modifications. Nous nous écartons d'une stratégie industrielle favorisant les industries extractives pour en adopter une qui favorise les industries de fabrication.

● (1450)

Tant que la majeure partie de l'impôt sur le revenu provenant des industries de fabrication reviendra aux provinces où ces industries sont situées, il y aura des différends et des heurts entre les diverses régions du Canada. Cela vaut pour les industries extractives telles que l'exploitation forestière, l'exploitation minière ou la pêche—même si l'industrie de la pêche n'a jamais produit de revenus très élevés—comme pour les autres industries dans une province. Il y a toujours eu des querelles au sujet de l'organisation de notre régime fiscal. Si le régime actuel doit demeurer en vigueur, il y aura toujours lieu d'adopter un système de péréquation de pacotille en vertu duquel nous pouvons indemniser une région du pays pour ce qui se produit dans une autre région.

C'est ce qui arrive dans tout le pays. Par contre, la même situation existe dans chaque province. Les diverses municipalités au sein des provinces se font concurrence pour attirer les industries. Elles veulent que celles-ci garantissent leur assiette fiscale, les aident à partager certains frais d'habitation et d'enseignement. Elles ne font pas bon ménage. Si on veut pousser l'analogie à l'extrême, supposons que chacune des rues d'une municipalité rivalise avec toutes les autres pour essayer d'attirer le commerce. C'est là pousser le raisonnement jusqu'à l'absurde. Pourtant la situation actuelle ne diffère pas tellement de l'exemple que je donne.

Chaque rue ne rivalise pas d'efforts avec une autre pour attirer l'industrie. Diverses régions en Ontario entrent cependant en concurrence à cette fin. Il y a lieu de croire qu'il nous faudra transmettre les recettes provenant de l'industrie à des régions démunies en prévoyant dans la province une structure de péréquation fiscale. Il faut appliquer une formule de ce genre d'un bout à l'autre du Canada. Il faut un programme de péréquation qui s'applique à tous les Canadiens peu importe où la richesse est créée. Cela signifie que la richesse créée en Ontario en périodes de grande prospérité industrielle sera partagée par tous les Canadiens. Tous les Canadiens en tireront parti. Il faudrait tenir compte de cette richesse dans l'établissement du budget et de l'assiette fiscale. Si une autre province connaît une période d'essor économique grâce au pétrole, les bienfaits de cette prospérité devraient s'étendre à tout le pays. Si nous voulons bâtir un pays et si nous voulons que dans toutes les régions les gens puissent bien

vivre, nous ne devrions accepter rien de moins. Cela pourrait se réaliser.

Si nous y arrivions, alors nombre de griefs profondément sentis disparaîtraient. En réalité, les gens ne voudraient pas d'usines tout près d'eux. Ceux qui vivent dans de petites localités qui ont gardé leur beauté, ne voudraient pas d'usines chez eux. Qui en voudrait? S'il y a un moyen de profiter de l'industrie sans subir ni la pollution ni les autres problèmes inconvenients de l'industrialisation, pourquoi les municipalités choisiraient-elles d'avoir des industries dans leur voisinage? Pourquoi alors courir après l'industrie?

Selon nous, les industries devraient se diriger vers les régions les mieux adaptées à leurs besoins, où les services nécessaires existent déjà et où les risques de pollution sont réduits au minimum. Au lieu de s'efforcer de réduire certaines normes afin d'attirer l'industrie, les municipalités devraient fixer des normes plus élevées en matière de lutte contre la pollution et de comportement des sociétés. Les municipalités auraient avantage à s'assurer que les industries qui s'établissent près d'elles se comporteront correctement et respecteront la culture et l'environnement de la région. C'est possible seulement si nous examinons séparément l'endroit où une industrie est située et les avantages fiscaux qu'elle représente. Le public doit profiter du fonctionnement d'une industrie, peu importe l'endroit où elle est située. Si nous voulons profiter de tous les avantages d'une société égalitaire où les gens partagent tous les mêmes responsabilités, nous devons nous assurer que les industries s'établissent aux endroits les plus appropriés à leurs besoins.

Nous avons entendu parler de programme sur programme qui devaient modifier, réorienter, changer notre industrie. Il y a eu les subventions du ministère de l'Expansion économique régionale. Nous ne savons pas dans quelle mesure elles sont efficaces, pour peu qu'elles le soient. Nous incitons les industries à s'implanter dans les petites localités, sans nous soucier de ce qui arrive à ces petites localités. Dans la situation actuelle, nous n'allons pas demander aux petites localités pittoresques de l'Ontario pourquoi elles veulent des industries. Nous ne demandons pas aux petites villes des Maritimes: «Pourquoi tenez-vous à avoir une industrie, avec un site aussi beau? Pourquoi voulez-vous construire une raffinerie?»

Dans le système actuel, les petites localités ont besoin de l'assiette d'imposition que leur procure l'industrie. Leurs citoyens ont besoin de travail. On ne peut, avec justice, leur reprocher d'accueillir la société étrangère qui veut implanter une usine chez eux. Et cette situation, on la retrouve partout au Canada. Je sais que nous voulons contrôler la mainmise étrangère. Ma circonscription compte de nombreuses industries, ce qui explique mon attitude critique à l'endroit de la mainmise étrangère. Une telle critique ne fera pas de tort. Par contre, dans certaines régions du Canada, les gens recherchent désespérément du travail; ils ne se préoccupent pas de la nationalité des propriétaires de l'entreprise, car ils ne peuvent se payer le luxe de laisser passer une entreprise, qu'elle soit étrangère ou non, de se passer d'usine dans leur région. Les revenus créés par une industrie leur permettront de construire les écoles, les hôpitaux et de s'assurer d'autres services essentiels.

Je vais conclure, monsieur l'Orateur. Il serait possible de pousser ce raisonnement beaucoup plus loin que je ne l'ai fait. Comme il est question de modifier notre système de paiements de péréquation, je tiens à démontrer qu'il nous faut dépasser les menus redressements que nous avons